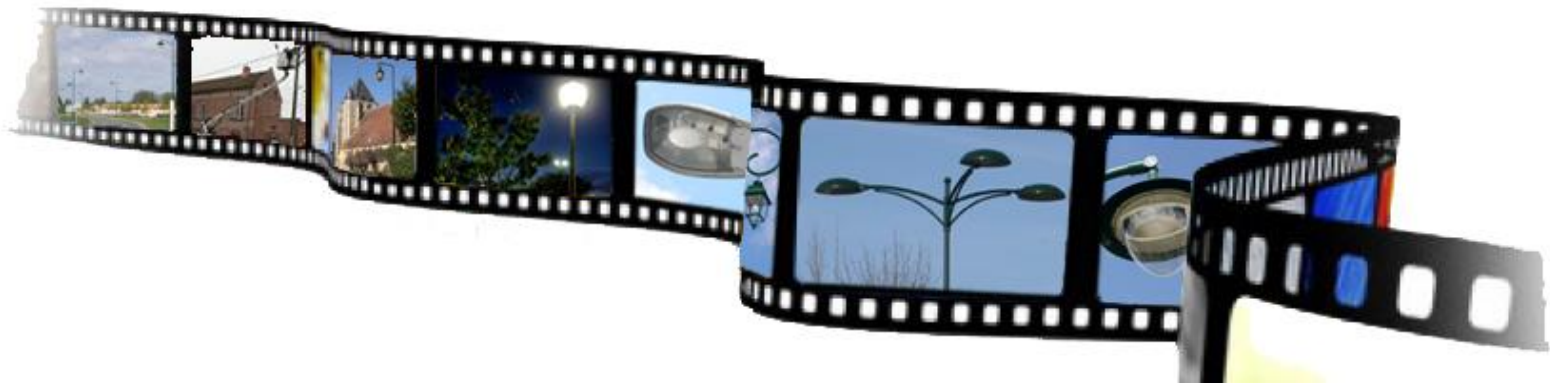




**CONDITIONS TECHNIQUES, ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES  
D'EXERCICE DE LA COMPETENCE ECLAIRAGE PUBLIC  
PAR ENERGIE Eure-et-Loir**

*(version du 30/11/2023)*





**Toute notre énergie à votre service**

## CHAPITRE 1<sup>er</sup> - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet .....	page 1
Article 2 : Principe général .....	page 2
Article 3 : Ouvrages mis à disposition d'ENERGIE Eure-et-Loir .....	page 2
Article 4 : Procédure d'adhésion et de reprise de la compétence .....	page 2

## CHAPITRE 2 - LES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT

Article 5 : Définition des travaux d'investissement .....	page 5
Article 6 : Programmes de travaux d'investissement .....	page 5

## CHAPITRE 3 - LA MAINTENANCE ET LE FONCTIONNEMENT

Article 7 : Etendue des obligations d'ENERGIE Eure-et-Loir et de la collectivité .....	page 6
Article 8 : Visite annuelle d'entretien préventif des installations .....	page 7
Article 9 : Renouvellement périodique des sources lumineuses .....	page 7
Article 10 : Dépannages et réparations .....	page 8
Article 11 : Interventions de mise en sécurité .....	page 9
Article 12 : Adaptation des heures de fonctionnement .....	page 9
Article 13 : Cartographie et suivi du patrimoine .....	page 10
Article 14 : Instruction des projets de travaux à proximité des ouvrages .....	page 10
Article 15 : Exécution de travaux sur les ouvrages .....	page 10
Article 16 : Avis technique sur les projets .....	page 10
Article 17 : Intégration d'installations réalisées par des tiers .....	page 10
Article 18 : Rapport annuel d'exploitation .....	page 11
Article 19 : Accès Internet .....	page 11
Article 20 : Suivi des dommages .....	page 11
Article 21 : Prestations optionnelles .....	page 12

## CHAPITRE 4 - MODALITES DE FINANCEMENT

Article 22 : Contributions de la collectivité .....	page 13
Article 23 : Recouvrement des contributions .....	page 13

## CHAPITRE 1<sup>er</sup> - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Préambule :

Pour plus de lisibilité, le terme « collectivité » employé tout au long du présent règlement s'adresse aux collectivités adhérant à la compétence « Eclairage Public » développée par ENERGIE Eure-et-Loir. Par extension, il peut également désigner les communes membres d'un des deux EPCI adhérant à ladite compétence à savoir Chartres Métropole et Entre Beauce et Perche.

### Article 1<sup>er</sup> : Objet

La compétence « Eclairage Public » s'exerce conformément aux statuts d'ENERGIE Eure-et-Loir. Cette compétence est une compétence dite à la carte ou optionnelle librement choisie par les collectivités adhérentes.

Le présent document a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières de construction, de maintenance et de fonctionnement des installations d'éclairage public sur le territoire des collectivités ayant transféré cette compétence à ENERGIE Eure-et-Loir (hors installation et gestion de feux de signalisation, de radars pédagogiques et de caméras de vidéo protection, hors éclairage des infrastructures sportives, infrastructures d'éclairage événementiel et mise en valeur du patrimoine par la lumière).

La compétence « Eclairage Public » développée par ENERGIE Eure-et-Loir est composée des domaines indissociables suivants : maîtrise d'ouvrage des investissements, maintenance et fonctionnement des installations.

Celle-ci ne comprend pas la consommation électrique des installations. A ce titre, la collectivité demeure en charge de conclure les contrats de fourniture d'électricité avec les fournisseurs d'énergie de son choix et de procéder au paiement des consommations d'électricité correspondantes directement auprès de ces fournisseurs.

En contrepartie de la compétence « Eclairage Public » exercée par ENERGIE Eure-et-Loir, celui-ci est autorisé à percevoir directement auprès des collectivités adhérentes à ladite compétence les contributions fixées par ses instances.

Enfin, de façon totalement accessoire et à la demande de la collectivité, ENERGIE Eure-et-Loir peut être amené à réaliser la pose et la dépose d'illuminations festives, la mise en place d'équipements nécessaires à l'installation de radars pédagogiques et de caméras de vidéo protection, ainsi que la remise en état des installations d'éclairage des infrastructures sportives extérieures et de celles relatives à la mise en valeur du patrimoine par la lumière. Ce type d'intervention prend la forme d'une prestation optionnelle et donne lieu à l'acceptation préalable par la collectivité d'une proposition financière émise par ENERGIE Eure-et-Loir.

## **Article 2 : Principe général**

Les mesures faisant l'objet du présent règlement reposant sur les ressources propres d'ENERGIE Eure-et-Loir et tout particulièrement sur le produit de la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE). De ce fait, l'adhésion d'une collectivité à la compétence optionnelle Eclairage Public n'est possible qu'à la condition qu'ENERGIE Eure-et-Loir perçoive et conserve intégralement le produit de cette taxe sur le territoire de celle-ci.

## **Article 3 : Ouvrages mis à disposition d'ENERGIE Eure-et-Loir**

Les installations d'éclairage public existantes au moment du transfert de compétence restent la propriété de la collectivité. Elles sont mises à disposition d'ENERGIE Eure-et-Loir pour lui permettre d'exercer la compétence. Les installations créées par ENERGIE Eure-et-Loir dans le cadre des travaux définis à l'article 5 du présent document sont inscrites en actif d'ENERGIE Eure-et-Loir durant l'exercice de cette compétence.

Ces installations comprennent l'ensemble des ouvrages et appareillages avec tous leurs accessoires et notamment :

- les foyers lumineux : lanternes, projecteurs, appareils à éclat et autres,
- les sources lumineuses et l'équipement électrique des foyers lumineux,
- le réseau d'alimentation aérien et souterrain des foyers lumineux, indépendant du réseau de distribution publique d'électricité,
- les supports s'il s'agit d'installations propres à l'éclairage : béton armé, bois, candélabres, consoles et autres,
- les prises de courant normalisées pour éclairage festif si elles sont alimentées en énergie par le réseau d'éclairage public,
- l'ensemble des dispositifs d'alimentation et de commande : interrupteurs horaires, relais, cellules, émetteurs, récepteurs, contacteurs, fusibles, disjoncteurs et tout autre appareillage, à l'exception des ouvrages de raccordement au réseau de distribution publique d'énergie électrique entretenus par le gestionnaire de ce réseau.

Le volume des installations mises à disposition d'ENERGIE Eure-et-Loir au moment de l'adhésion est susceptible de varier en fonction des investissements que celui-ci pourra ou devra réaliser ultérieurement (opérations de modernisation, d'enfouissement, d'amélioration énergétique des équipements ...).

## **Article 4 : Procédure d'adhésion et de reprise de la compétence**

### **4.1. Procédure d'adhésion à la compétence optionnelle Eclairage Public par une collectivité**

En préambule, il convient de rappeler que toute adhésion à la compétence optionnelle « Eclairage Public » n'est possible qu'à la condition que la collectivité, sur le territoire concerné :

- n'ait aucune procédure de consultation d'entreprises en cours pour la réalisation d'investissements ou d'actions de maintenance,
- n'ait aucune opération d'investissement ou de marché de maintenance en cours (ou sur le point d'être lancés).

Dans le cas contraire, la collectivité mène à son terme son opération d'investissement et/ou son marché d'entretien. L'adhésion peut alors intervenir une fois les travaux et/ou le marché réceptionné(s).

A travers un imprimé spécifique disponible auprès d'ENERGIE Eure-et-Loir, la collectivité demande son adhésion à la compétence optionnelle « Eclairage Public ». Comme explicité à l'article 1, ladite compétence recouvre l'investissement (travaux neufs) et le fonctionnement (maintenance, exploitation et gestion du patrimoine). L'accès à la compétence éclairage public ne peut intervenir qu'à deux échéances annuelles : 1<sup>er</sup> janvier ou 1<sup>er</sup> juillet.

A réception de la demande, ENERGIE Eure-et-Loir dispose d'un délai de 4 mois pour effectuer les opérations suivantes :

- Inventaire physique et patrimonial du réseau et de l'ensemble des ouvrages ;
- Rapport sur l'état général du service concerné comprenant :
  - un état technique des installations,
  - un état des sources lumineuses,
  - une cartographie des installations d'éclairage public,
  - un relevé d'informations sur le fonctionnement (horaires notamment),
  - un état des puissances installées.
- Recensement des besoins d'équipement et d'amélioration en éclairage public de la collectivité, avec en priorité la mise à niveau vis-à-vis de la sécurité et de la conformité. Les propositions de mesures correctives issues de ce recensement seront étudiées au cas par cas. Leur mise en œuvre pourra donner lieu à une contribution financière de la collectivité dont le montant sera arrêté par le Bureau syndical d'ENERGIE Eure-et-Loir et pourra faire l'objet d'une programmation pluriannuelle.
- Vérification du respect des contraintes imposées aux collectivités par la réglementation en vigueur en matière de gestion et de repérage des réseaux d'éclairage public (géo référencement des réseaux souterrains en classe « A » ...). Les propositions de mesures correctives issues de cette vérification seront étudiées au cas par cas. Leur mise en œuvre pourra donner lieu à une contribution financière de la collectivité dont le montant sera arrêté par le Bureau syndical d'ENERGIE Eure-et-Loir et pourra faire l'objet d'une programmation pluriannuelle.
- Vérification qu'à chaque point de livraison d'énergie corresponde un contrat de fourniture d'électricité. Dans le cas contraire, la collectivité demeure en charge de régulariser cette situation avant son adhésion à la compétence Eclairage public.

Parallèlement à ces démarches, la collectivité communique au Syndicat l'imprimé portant valorisation comptable des installations d'éclairage public appelées à être mis à disposition d'ENERGIE Eure-et-Loir. Cet imprimé est cosigné par le représentant de la collectivité et son receveur public et mentionne les éventuels amortissements constitués et restant à constituer.

Au vu de ces éléments, ENERGIE Eure-et-Loir se prononce sur la suite réservée à la demande d'adhésion à la compétence Eclairage public émise par la collectivité. Une fois informée de cette décision, la collectivité se prononce à son tour par délibération sur son adhésion à la compétence. A l'issue de ces opérations, le transfert effectif de la compétence à ENERGIE Eure-et-Loir ainsi que l'instauration du service sont constatés par l'approbation d'un état contradictoire du patrimoine arrêté à la date du transfert.

Par sa décision, la collectivité s'engage pour une période incompressible de quatre années civiles, laquelle se cumule initialement avec, si elle existe, la fraction de période annuelle comprise entre la date d'effet du transfert et le 31 décembre de la même année. A chaque fin d'échéance quadriennale, et en l'absence de décision contraire de la collectivité adoptée par délibération, cette durée de quatre années est automatiquement reconduite.

Enfin, il est précisé que l'exercice par ENERGIE Eure-et-Loir des missions de maîtrise d'ouvrage n'empêche pas la collectivité membre d'engager des travaux d'éclairage public dans le cadre des dispositions réglementaires. Ce peut être le cas notamment de travaux sur la voirie incluant pour partie de l'éclairage public, et où il est souhaitable pour une bonne coordination des travaux que la collectivité assure la maîtrise d'ouvrage sur l'ensemble des compétences concernées, y compris celle de l'éclairage public. Une convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage précisera alors les conditions d'organisation de cette délégation.

#### 4.2. Procédure de reprise de la compétence optionnelle Eclairage Public par une collectivité

Au terme de la période quadriennale précitée, la reprise par la collectivité de la compétence Eclairage Public peut intervenir au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante (dite année N). Dans ce cadre, la collectivité se doit de délibérer et de notifier sa décision à ENERGIE Eure-et-Loir avant le 30 juin de l'année N-1.

En conséquence de ce qui précède, aucune reprise de compétence ne peut intervenir en cours d'année civile.

Les équipements réalisés par ENERGIE Eure-et-Loir servant à un usage public et situés sur le territoire de la collectivité reprenant la compétence deviennent la propriété de celle-ci à la condition que ces équipements soient principalement destinés à ses habitants. La collectivité se substitue à ENERGIE Eure-et-Loir dans les éventuels contrats souscrits par celui-ci.

La collectivité reprenant la compétence transférée :

- Pourra être tenue de reverser à ENERGIE Eure-et-Loir la quote-part non amortie des financements apportés par ce dernier au titre des investissements.
- Poursuit jusqu'à son terme l'amortissement des biens construits antérieurement par ENERGIE Eure-et-Loir pour le compte de la collectivité.
- Se substitue au Syndicat pour le remboursement de la dette s'agissant des emprunts contractés par le Syndicat et concernant la compétence reprise jusqu'à l'amortissement complet desdits emprunts.
- Pourra, en cas de préjudice financier subi par ENERGIE Eure-et-Loir résultant de la reprise de la compétence, être amenée à verser une indemnité à ce dernier.

Dans ces conditions, le comité syndical, lorsqu'il adopte le budget, constate :

- le montant de la quote-part non amortie des financements apportés par ENERGIE Eure-et-Loir au titre des investissements réalisés par lui pendant la période au cours de laquelle la compétence avait été transférée,
- le montant des amortissements,
- le montant de la charge des emprunts,
- le montant de l'indemnité éventuelle due au titre d'un préjudice financier subi par ENERGIE Eure-et-Loir résultant de la reprise de la compétence.



## CHAPITRE 2 - LES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT

### Article 5 : Définition des travaux d'investissement

Les travaux d'investissement réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'ENERGIE Eure-et-Loir concernent les opérations de création, d'extension, de réfection complète et/ou de modification de parties d'installations du réseau, des ouvrages et appareillages d'éclairage. Ils comprennent également les équipements nécessaires à la maîtrise de la demande d'énergie.

Parmi les travaux d'investissement, on distingue les catégories de travaux suivants :

- création d'un premier réseau d'éclairage sur le territoire de la collectivité,
- travaux d'extension,
- travaux d'effacement par mise en souterrain ou par dissimulation,
- travaux de rénovation, de renforcement, de renouvellement
- travaux d'amélioration des performances énergétiques,
- dommages causés aux installations par des tiers identifiés ou non,
- dommages liés à un événement climatique exceptionnel,
- dispositifs d'alimentation d'illuminations temporaires (en cas d'alimentation en énergie par le réseau d'éclairage public).

La décision d'engager des travaux d'investissement est de la responsabilité d'ENERGIE Eure-et-Loir et reste subordonnée à une décision concordante de la collectivité.

### Article 6 : Programmes de travaux d'investissement

ENERGIE Eure-et-Loir peut initier et financer au moyen de dotations financières des programmes de travaux d'investissement en éclairage public.

ENERGIE Eure-et-Loir établit ses programmes de travaux en fonction des demandes qui lui sont faites par les collectivités et dans la limite des crédits affectés. Il peut également soumettre à une collectivité des propositions d'amélioration en vue d'accroître le niveau de performance des installations et de mieux maîtriser les dépenses d'énergie.

La collectivité contribue au financement des travaux d'investissement, déduction faite de la TVA et du financement assuré par ENERGIE Eure-et-Loir. Le paiement de la part à la charge de la collectivité est effectué au bénéfice d'ENERGIE Eure-et-Loir.

Les modalités de financement des travaux d'investissement sont définies dans « les *tarifs et barèmes d'ENERGIE Eure-et-Loir relatifs aux différentes compétences et activités exercées* ».

#### Dispositions spécifiques dans le cadre de certaines opérations d'extension et/ou de création :

Dans le cadre des lotissements et des zones d'activités, les travaux relatifs à l'éclairage public sont réalisés et financés par l'aménageur et font l'objet à terme d'une rétrocession à ENERGIE Eure-et-Loir selon les modalités définies dans le « *guide à l'usage des aménageurs intervenant sur le territoire des collectivités adhérentes à la compétence éclairage public d'ENERGIE Eure-et-Loir* ».



## CHAPITRE 3 - LA MAINTENANCE ET LE FONCTIONNEMENT

### Article 7 : Etendue des obligations d'ENERGIE Eure-et-Loir et de la collectivité

#### 7.1. Dispositions générales

ENERGIE Eure-et-Loir a la charge d'organiser la gestion technique, administrative et patrimoniale des installations d'éclairage public. Pour ce faire, il s'engage à réaliser les prestations correspondantes, pour une part par ses moyens propres, et pour l'autre part, par des prestataires spécialisés sélectionnés par voie de marchés publics.

ENERGIE Eure-et-Loir est tenu de prendre les dispositions appropriées pour assurer la continuité et la qualité du service de l'éclairage public, afin de concilier le pouvoir de police des Maires, les aléas inhérents au service et la nécessité pour ENERGIE Eure-et-Loir de faire face à ses obligations.

ENERGIE Eure-et-Loir a toutefois la faculté d'interrompre le service pour toutes opérations d'investissement, de mise en conformité ou de maintenance du réseau dont il est maître d'ouvrage, ainsi que pour les réparations urgentes que requiert le matériel.

Dans des circonstances exigeant une intervention immédiate, ENERGIE Eure-et-Loir est autorisé à prendre d'urgence les mesures nécessaires. Ses représentants ou prestataires reçoivent toutes facilités de la part de la collectivité.

La collectivité s'interdit formellement toute intervention sur les installations sans l'accord préalable d'ENERGIE Eure-et-Loir. Cette disposition concerne également la mise en place des illuminations ponctuelles et temporaires sur ou à partir des installations d'éclairage public, pour lesquelles la collectivité demeure en charge des frais de mise et de remise à niveau des protections du réseau d'éclairage public. En cas d'inobservation, la responsabilité juridique et financière d'ENERGIE Eure-et-Loir ne saurait être retenue si un accident ou un dysfonctionnement se produisait.

#### 7.2. Prestations mises en œuvre par ENERGIE Eure-et-Loir

Pour satisfaire à ses obligations, et en contrepartie de la contribution versée par la collectivité adhérente à la compétence optionnelle Eclairage Public (voir « *tarifs et barèmes d'ENERGIE Eure-et-Loir relatifs aux différentes compétences et activités exercées* »), ENERGIE Eure-et-Loir met en œuvre les prestations suivantes :

PRESTATIONS	Service EP+
Entretien préventif	X
Nettoyage annuel des foyers	X
Renouvellement périodique des sources lumineuses (hors Led)	X
Dépannages et réparations	X
Interventions de mise en sécurité	X
Adaptation des heures de fonctionnement suivant heures d'été et d'hiver	X
Mise en place d'un service d'astreinte (pour les cas d'urgence)	X
Cartographie et suivi du patrimoine	X
Instruction des projets de travaux à proximité des ouvrages (DR / DICT)	X
Exécution de travaux sur les ouvrages	X
Surveillance et vérification des installations	X
Avis techniques sur tous les projets	X
Intégration de nouvelles installations réalisées par des tiers	X
Rapport annuel d'exploitation	X
Accès Internet	X
Suivi des dommages causés aux biens	X

Comme explicité ci-avant, les prestations de maintenance et de fonctionnement réalisées au bénéfice des collectivités adhérentes à la compétence Eclairage Public font appel au versement annuel de contributions de la part de ces dernières. Le maintien à un niveau raisonnable de ces contributions reste notamment subordonné à un recours raisonné de la part des collectivités aux déplacements pour dépannages.

En l'état, un recours par trop excessif à ce type de déplacement est de nature à pouvoir contraindre ENERGIE Eure-et-Loir à facturer la collectivité à l'origine de ces déplacements. Le montant de la contribution est fixé dans les « tarifs et barèmes d'ENERGIE Eure-et-Loir relatifs aux différentes compétences et activités exercées ».

Préalablement à cette situation, ENERGIE Eure-et-Loir prendra l'attache des représentants de la collectivité pour évoquer les problématiques engendrées par des déplacements pour dépannage non justifiés et parvenir à une solution avant toute facturation.

## **Article 8 : Visite annuelle d'entretien préventif des installations**

La visite annuelle d'entretien préventif a pour objet de réduire les risques de pannes, et donc d'améliorer le service à l'utilisateur et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

La visite annuelle d'entretien préventif porte sur les éléments suivants :

- le nettoyage des lanternes
- la vérification du bon fonctionnement des parties mécaniques, électriques et optiques des appareillages d'éclairage public ainsi que de leurs accessoires et de leurs organes de raccordement. Les orientations des luminaires sont vérifiées et le cas échéant rectifiées.
- le remplacement des sources lumineuses (hors technologie Led) et des pièces défectueuses,
- les retouches ponctuelles de peinture, lorsque nécessaire, des parties peintes de consoles, ferrures, lanternes, candélabres et tout ouvrage métallique,
- la vérification, le nettoyage, le réglage (y compris la vérification des horaires de fonctionnement) et l'entretien des appareils de commande et de contrôle et de tous les accessoires, ainsi que la mesure de relevé de puissance établi au niveau de l'armoire de commande et du compteur. Cette mesure est utile pour vérifier les capacités de l'installation à supporter les appels de puissance et accessoirement à contrôler la bonne adéquation des contrats de fourniture d'électricité,
- l'élimination soignée de l'affichage sauvage sur les armoires et les candélabres, à la condition qu'il ne s'agisse pas d'un phénomène répétitif et/ou à grande échelle relevant du pouvoir de police du maire,
- la réparation ou la mise en sécurité.

## **Article 9 : Renouvellement périodique des sources lumineuses**

Les sources lumineuses (hors technologie Led) sont remplacées périodiquement en fonction des durées optimales d'utilisation et suivant les périodicités programmées par ENERGIE Eure-et-Loir.

Le remplacement périodique des sources lumineuses est réalisé au cours d'une visite annuelle d'entretien. ENERGIE Eure-et-Loir assure la collecte et le traitement réglementaire des sources lumineuses déposées.

## Article 10 : Dépannages et réparations

Au titre du transfert de compétence, ENERGIE Eure-et-Loir a en charge de diligenter les interventions nécessaires concernant les ouvrages d'éclairage public en panne ou détériorés.

Pour le signalement des demandes de dépannage, ENERGIE Eure-et-Loir met à disposition des collectivités sa plateforme informatique *Infogéo 28* sur son site internet [www.energie28.fr](http://www.energie28.fr), accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

La collectivité veille à respecter la procédure mise en place par ENERGIE Eure-et-Loir pour la prise en compte des demandes d'intervention sur les installations.

Les opérations de dépannage incluent la recherche du ou des défauts ayant provoqué la panne et la fourniture du petit matériel. A l'occasion de ces dépannages, il est procédé à la vérification du bon état de fonctionnement des appareils et de leurs accessoires avec remplacement s'il y a lieu des pièces défectueuses.

Enfin, en cas d'urgence et exclusivement dans ce cas, un service d'astreinte accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 est également mis en place par ENERGIE Eure-et-Loir.

Les interventions les plus courantes sont énumérées ci-après :

- remise en état par intervention manuelle sur l'appareil défectueux,
- changement d'une source lumineuse (hors technologie *Led*),
- changement d'une douille,
- changement d'un starter,
- changement d'une self anti-harmonique,
- changement d'un condensateur,
- changement d'un jeu de fusibles,
- changement d'une bobine de contacteur,
- changement d'un ballast,
- changement d'un contacteur,
- changement d'un interrupteur pour marche manuelle,
- changement d'une cellule inter crépusculaire,
- changement d'une horloge digitale,
- changement d'un relais,
- réparation de défaut sur réseau souterrain,
- remplacement de portillon de candélabre,
- remplacement de boîtier classe 2,
- remplacement d'une verrine,
- remplacement de câble aérien,
- réparation d'une fixation de luminaire,
- remplacement d'un boîtier fusible,
- remplacement de serrure d'armoire,
- réfection d'une mise à la terre d'armoire,
- révision d'un émetteur de radiocommande,
- réparation d'un récepteur radiocommandé,
- remplacement d'un disjoncteur,
- remplacement d'une remontée aéro-souterraine,
- bagage de conducteur.

A l'occasion de son intervention, l'entreprise mandatée par ENERGIE Eure-et-Loir peut être amenée à prendre la décision de mettre l'appareil hors service dans les deux situations suivantes :

- l'appareil n'est pas réparable et provoque une dégradation dans le fonctionnement des installations.
- l'appareil présente un risque pour la sécurité des personnes ou des biens.

L'exécution des travaux de dépannage intervient comme suit :

- **Pour les dépannages signalés « non urgents » (cas de points lumineux devenus défectueux à différentes échéances et pour lesquels la collectivité peut se satisfaire d'un dépannage groupé et différé dans le temps) :** au plus tard dans un délai de **30 jours** à compter de la date de réception par ENERGIE Eure-et-Loir de la demande d'intervention émise par la collectivité.
- **Pour les dépannages ponctuels :** au plus tard dans un délai de **3 jours** à compter de la date de réception par ENERGIE Eure-et-Loir de la demande d'intervention émise par la collectivité.
- **Pour les dépannages accélérés :** c'est-à-dire lorsque le dépannage présente un caractère d'extrême urgence et est expressément signalé comme tel par le correspondant de la collectivité, les délais sont réduits à **48 heures maximum**. Le caractère d'extrême urgence s'applique en cas de :
  - o panne au niveau d'une armoire de commande,
  - o panne sur un système de commande centralisée par radio,
  - o panne sur au moins 3 foyers consécutifs,
  - o sécurité à préserver (établissement scolaire, carrefour dangereux, bâtiment public ...).

Ces délais partent à compter de l'heure de réception de la demande par ENERGIE Eure-et-Loir jusqu'à la remise en état de marche de l'installation ou sa mise en sécurité si la situation le nécessite.

Si ce délai devait être dépassé pour des raisons tenant à la nature des travaux ou aux possibilités de mise en œuvre, ENERGIE Eure-et-Loir en informe immédiatement la collectivité.

De même, la collectivité est informée des délais nécessaires pour les travaux de réparation des dommages causés aux ouvrages par les tiers ou à la suite d'incidents atmosphériques exceptionnels ou de force majeure.

En cas de pannes répétitives sur un foyer ou sur une armoire nécessitant des travaux d'amélioration, ENERGIE Eure-et-Loir soumettra à la collectivité des propositions de travaux.

**Précision importante** : S'agissant des foyers de type *Led* et des installations énergétiquement autonomes, compte tenu des coûts importants pouvant être générés, les prestations relatives à leur remise en état ne pourront être mises en œuvre par ENERGIE Eure-et-Loir qu'après l'acceptation préalable d'une proposition financière par la collectivité.

## **Article 11 : Interventions de mise en sécurité**

Il s'agit d'interventions demandées par un Maire dans le cadre de son pouvoir de police ou par un service d'intervention d'urgence (gendarmerie, police, service d'incendie et de secours ...) dans les cas où, suite à un accident ou à un défaut, la sécurité des personnes ou des biens est mise en danger.

Au vu des informations précises reçues du demandeur, l'intervention est réalisée dans les délais les plus courts, sans dépasser **5 heures**. Elle consiste en la remise en état de marche de l'installation ou en sa mise en sécurité si les dommages sont plus importants. Dans ce dernier cas, la collectivité reçoit d'ENERGIE Eure-et-Loir une proposition de travaux de réparation accompagnée des délais nécessaires à leur réalisation.

Pour ce type d'intervention, une ligne téléphonique dédiée et accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 est mise à disposition de la collectivité (ligne directe : 02.18.16.25.83).

## **Article 12 : Adaptation des heures de fonctionnement**

Pour chaque installation, les horaires de fonctionnement sont fixés selon les souhaits et sous la responsabilité du représentant de la collectivité.

Les interventions nécessaires à la prise en compte des changements d'heures d'été et d'hiver sont réalisées dans le cadre de la contribution annuelle de fonctionnement due par la collectivité et dans les 5 jours ouvrés maximum précédant ou suivant chaque changement.

En dehors du cas précité, les changements d'heures de fonctionnement sont facturés en sus à la collectivité. Le montant de la contribution est fixé dans les « tarifs et barèmes d'ENERGIE Eure-et-Loir relatifs aux différentes compétences et activités exercées ».

### **Article 13 : Cartographie et suivi du patrimoine**

ENERGIE Eure-et-Loir élabore puis actualise, en fonction de l'évolution des installations, une cartographie numérique du réseau d'éclairage public et de ses composantes constituée :

- d'un plan des installations comportant les appareils numérotés,
- d'une base de données alphanumérique d'identification des éléments composant les installations.

Ces plans et données relèvent de la propriété d'ENERGIE Eure-et-Loir.

### **Article 14 : Instruction des projets de travaux à proximité des ouvrages**

Les travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains ou aériens sont réglementés par le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Dans ce cadre, ENERGIE Eure-et-Loir établit et tient à jour un plan de zonage des ouvrages qui lui ont été mis à disposition ou qu'il a construit faisant apparaître la zone d'implantation de ceux-ci sur le territoire communal.

Toute demande de travaux (DT) ou déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) faisant l'objet de travaux devant être réalisés par un tiers dans les zones où sont implantés des ouvrages d'éclairage public doit parvenir à ENERGIE Eure-et-Loir afin de pouvoir signaler à l'intervenant la présence de ces ouvrages.

ENERGIE Eure-et-Loir ou son représentant délivre les autorisations d'accès au réseau pour les travaux sur ou au voisinage de celui-ci.

### **Article 15 : Exécution de travaux sur les ouvrages**

Les travaux d'investissement sur les ouvrages d'éclairage public s'effectuent avec consignation de l'installation. ENERGIE Eure-et-Loir ou son représentant désigne le chargé de consignation.

ENERGIE Eure-et-Loir ou son représentant assure la coordination avec le chargé d'exploitation du réseau de distribution d'électricité.

### **Article 16 : Avis technique sur les projets**

La collectivité s'engage à soumettre à l'avis d'ENERGIE Eure-et-Loir, préalablement à leur réalisation, tout projet d'extension ou toute modification sur les installations d'éclairage public devant être exécuté par des tiers (entrepreneurs, lotisseurs, aménageurs, services de l'Etat ou du Département ...).

### **Article 17 : Intégration d'installations réalisées par des tiers**

Pour la mise en service d'installations réalisées par des tiers, ENERGIE Eure-et-Loir est sollicité par la collectivité en vue de l'intégration des nouveaux ouvrages d'éclairage public au parc géré par ENERGIE Eure-et-Loir.

Au vu du rapport de vérification initiale établi par un organisme agréé, fourni à ENERGIE Eure-et-Loir par le tiers, et après visite de contrôle d'ENERGIE Eure-et-Loir, les installations peuvent être intégrées sous réserve qu'il n'y ait pas d'observations formulées.

## **Article 18 : Rapport annuel d'exploitation**

ENERGIE Eure-et-Loir rend compte annuellement de sa mission à la collectivité, à travers un rapport annuel d'exploitation comprenant :

- l'inventaire technique et comptable du patrimoine,
- le compte-rendu des interventions réalisées,
- le bilan des travaux réalisés,
- le plan des installations (disponible sur la plateforme informatique dédiée).

## **Article 19 : Accès Internet**

Il s'agit pour la collectivité de pouvoir accéder par Internet via la plateforme informatique *Infogéo 28* aux données alphanumériques et graphiques concernant les installations d'éclairage public. La connexion sur le serveur mis à disposition par ENERGIE Eure-et-Loir permet également à la collectivité d'établir ses demandes de dépannage.

## **Article 20 : Suivi des dommages**

### **20.1. dommages causés aux biens d'éclairage public**

Les dommages consécutifs à un accident ou à un vol sont gérés par ENERGIE Eure-et-Loir.

Dans le cas d'un tiers identifié et déclaré dans le constat établi, ENERGIE Eure-et-Loir prend en totalité à sa charge les travaux de réparation.

Dans le cas contraire, les travaux de réparation seront pris en charge à 50% par la commune et à 50% par ENERGIE Eure-et-Loir.

### **20.2. dommages causés aux tiers**

Le contrat d'assurance souscrit par ENERGIE Eure-et-Loir couvre la responsabilité générale de celui-ci en raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés aux tiers.

## Article 21 : Prestations optionnelles

La collectivité peut décider de bénéficier de différentes prestations optionnelles. Les conditions financières de mise œuvre de ces prestations sont précisées aux « tarifs et barèmes d'ENERGIE Eure-et-Loir relatifs aux différentes compétences et activités exercées ».

### 1/ **Nettoyage d'un foyer (en complément du service de base EP+)**

Un nettoyage de foyers peut être assuré à la demande de la collectivité. Ce nettoyage est réalisé sur le capot, le réflecteur, l'ampoule, les facettes et glaces du foyer.

En vue d'assurer une maîtrise des coûts, cette prestation sera réalisée à l'occasion d'un déplacement pour entretien préventif voire curatif et diligenté par ENERGIE Eure-et-Loir.

### 2/ **Visite de nuit (uniquement pour les communes dotées d'un parc d'au moins 2 000 foyers lumineux)**

Cette option porte sur l'ensemble des foyers d'éclairage public d'une commune.

En complément de la visite annuelle préventive, la collectivité peut solliciter une ou plusieurs visites intermédiaires de nuit. Effectuées en régime établi, ces visites permettent la vérification du bon fonctionnement de chaque foyer d'éclairage public. Après avoir décelé le ou les défauts éventuels ayant provoqué le mauvais fonctionnement de l'installation, il est procédé à son dépannage suivant les dispositions prévues pour un dépannage ponctuel.

### 3/ **Modification des heures de fonctionnement en dehors des changements d'heures d'été et d'hiver**

La collectivité a la possibilité de demander une modification des heures de fonctionnement de son réseau d'éclairage public en dehors des périodes dédiées aux changements d'heure légale.

### 4/ **Déplacement d'ouvrages dans le cadre d'une opération d'aménagement de l'espace public**

### 5/ **Autres cas de déplacement d'ouvrages**

### 6/ **Remise en peinture de mâts**

### 7/ **Pose et dépose d'illuminations festives**

### 8/ **Mise en place d'équipements nécessaires à l'installation de radars pédagogiques et/ou de caméras de vidéo protection**

### 9/ **Remise en état d'une installation d'éclairage d'une infrastructure sportive extérieure ou relative à la mise en valeur du patrimoine par la lumière**



## CHAPITRE 4 - MODALITES DE FINANCEMENT

### Article 22 : Contributions de la collectivité

Les contributions de la collectivité sont assises sur trois termes principaux.

1. Le premier de ces termes est établi en fonction des **investissements** réalisés sur la collectivité considérée. Ces contributions prennent la forme de fonds de concours.
2. Le second est lié aux prestations de **maintenance et d'exploitation**. Il est fonction du nombre de foyers lumineux en prenant en compte la situation au 31 décembre de l'année N-1 pour la contribution de l'année N.
3. Le troisième est fondé sur les **prestations optionnelles** présentées à l'article 21 du présent règlement.

Les modalités permettant le calcul des contributions de la collectivité sont définies dans les « *tarifs et barèmes d'ENERGIE Eure-et-Loir relatifs aux différentes compétences et activités exercées* ».

### Article 23 : Recouvrement des contributions

ENERGIE Eure-et-Loir recouvre directement auprès de la collectivité les contributions fixées par le comité syndical. La collectivité s'engage à créer les ressources nécessaires au paiement des sommes mises à sa charge.

Le paiement des contributions dues par la collectivité à ENERGIE Eure-et-Loir s'effectue comme suit :

- Pour les travaux d'investissement : dans les délais prévus par la comptabilité publique,
- Pour les contributions de base liées à la maintenance et à l'exploitation des installations : avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre de l'année N (ENERGIE Eure-et-Loir s'engageant à communiquer à chaque collectivité le montant de la contribution de l'année N avant la fin du mois de janvier de l'année N).
- Pour les contributions relatives aux prestations optionnelles : après exécution de ces dernières.